

**Présentation du projet de décret modifiant le décret n°99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres et aux conditions d'exercice des fonctions et le décret n°93-1342 du 28 décembre 1993 relatif aux conditions d'exercice des fonctions de capitaine et d'officier à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance**

La nouvelle organisation des services tend à placer la DIRM en tant que structure de pilotage et de coordination tandis que le niveau DDTM est le service privilégié de contact avec les usagers.

Le décret 99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage prévoit dans son article 5 que « En cas d'extrême nécessité, pour une durée ne dépassant pas six mois et pour un navire donné, des dérogations aux conditions de qualification, prévues au présent décret, peuvent être accordées, sur demande motivée de l'armateur ou de son représentant, par le directeur régional des affaires maritimes ou le chef du service des affaires maritimes dans les territoires d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon, dont relève le port d'embarquement du marin ou le port d'armement du navire. Le directeur régional des affaires maritimes peut donner délégation de signature aux directeurs départementaux des affaires maritimes et chefs de service placés sous son autorité ». Le dispositif prévu par le décret de 1993 est équivalent.

La réorganisation des services déconcentrés de l'Etat a impacté les services chargés de la mer : alors qu'il existait auparavant un lien hiérarchique entre les directions régionales des affaires maritimes (DRAM) et les directions départementales des affaires maritimes (DDAM), ce lien a disparu avec la nouvelle organisation des services en directions interrégionales de la mer (DIRM) et en directions départementales des territoires et de la mer (DDTM).

Au vu de ces éléments il a été proposé de confier au niveau de proximité (aux DDTM) la compétence de déroger aux conditions de qualifications ; les DDTM ont en effet déjà la compétence de viser les décisions d'effectifs qui fixent l'organisation du travail à bord du navire. Il paraît logique par conséquent qu'elles puissent traiter des modifications en cours d'exploitation du navire qui peuvent affecter cette décision d'effectif, d'autant que la dérogation n'est pas un titre, la délivrance du titre relevant exclusivement du niveau régional : c'est une autorisation ponctuelle pour un marin et un navire déterminés d'exercer des fonctions pour lesquelles l'intéressé n'a pas le titre de qualification exigé par la réglementation.

Ces éléments ont été soumis au Secrétariat général du gouvernement qui a considéré que, en matière de dérogation aux conditions de qualifications, « *il est proposé de modifier le décret n°99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres et aux conditions d'exercice des fonctions et le décret n°93-1342 du 28 décembre 1993 relatif aux conditions d'exercice des fonctions de capitaine et d'officier à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance afin de transférer les compétences actuelles des directions interrégionales de la mer (DIRM) en matière de dérogations aux DDTM. Le décret précisera que l'exercice de cette compétence doit se faire conformément aux orientations définies en matière de politique de qualification par le DIRM.* »

Outre-mer, la compétence relèvera de la structure administrative unique chargée de la mer sur le territoire considéré : directions de la mer, direction des territoires de l'alimentation et de la mer (DTAM) à St Pierre et Miquelon ou services des affaires maritimes en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie.